

DÉLIBÉRATION N° DEL-2025-64

Portant approbation de l'organisation du SMTU au 1^{er} août 2025

LE COMITÉ SYNDICAL,

- VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment l'article 54 ;
- VU la loi organique modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment son article 9 ;
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie ;
- VU la délibération n° 30-2010/APS du 12 août 2010 de l'Assemblée de la province Sud relative à la participation de la province Sud au Syndicat Mixte de Transports Urbains du Grand Nouméa ;
- VU les délibérations concordantes n° 53/10/VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010/235 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010/850 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 2010/68 du 19 août 2010 de la commune de Païta décidant de constituer le Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa en approuvant les statuts et formalisant leur volonté de s'associer au sein d'un syndicat ayant pour objet l'organisation, la gestion et l'exploitation des services publics réguliers de transports en commun routiers, ferrés et maritimes et de transports scolaires du secondaire sur le territoire des communes de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta ;
- VU les délibérations concordantes n° 2010-840 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 51-10-VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010-233 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010-66 du 19 août 2010 de la commune de Païta relatives à la dissolution de Transco ;
- VU la délibération n° 2010/28 du 16 août 2010 du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) portant modification de ses statuts ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°51 du 30 août 2010 du Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie autorisant la création du « Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa » (SMTU) ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°56 du 21 octobre 2015 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU l'arrêté DCEC/BCC N° 105 du 2 octobre 2023 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU les statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) modifiés ;
- VU la délibération n° 2025-13-DEL du 04 mars 2025 portant approbation de l'organisation du SMTU au 1^{er} avril 2025 ;
- VU la note explicative de synthèse n° NS-2025-20-DEL ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1

A compter du 1^{er} août 2025, la délibération n° DEL-2025-13 du 04 mars 2025 portant approbation de l'organisation du SMTU à compter du 1^{er} avril 2025 est abrogée.

ARTICLE 2

A compter du 1^{er} août 2025, l'effectif du SMTU est décomposé comme suit :

Une direction générale composée de deux (2) agents à temps complet :

- Un directeur général (catégorie A),
- Un directeur adjoint (catégorie A).

Une régie de recettes Tanéo, assimilée à un service, composée de deux (2) agents à temps complet :

- Un régisseur principal – Chef de service (catégorie A ou B),
- Un régisseur adjoint (catégorie A ou B).

Un pôle comptable, budgétaire et financier composé de deux (2) agents à temps complet :

- Un gestionnaire budgétaire et financier (catégorie B),
- Un gestionnaire comptable (catégorie B).

Un service communication, administratif et RH composé de cinq (5) agents à temps complet :

- Un chef de service (catégorie A ou B),
- Un gestionnaire des ressources humaines (catégorie B),
- Un gestionnaire client et communication (catégorie B ou C),
- Un agent administratif et chargé de clientèle (catégorie C),
- Un assistant administratif (catégorie C).

Un service technique composé de cinq (5) agents à temps complet :

- Un chef de service (catégorie A),
- Un responsable patrimoine (catégorie A),
- Un gestionnaire patrimoine (catégorie B),
- Un gestionnaire d'exploitation et de la sécurité (catégorie B ou C),
- Un superviseur (catégorie C).

Un service systèmes composé de trois (3) agents :

- Un chef de service (catégorie A),
- Un responsable des systèmes d'information (catégorie A ou B),
- Un chargé des équipements systèmes et des contrats de maintenance (catégorie A).

Un agent placé en sur effectif.

Le présent organigramme utilise 20 postes budgétaires.

ARTICLE 3 : IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Les dépenses liées aux charges de personnel et frais assimilés seront imputés à l'article 012 « charges de personnel et frais assimilés » - article 6411 « salaires, appointements, commissions de base ».

ARTICLE 4 : VOIE ET DÉLAI DE RECOURS

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux (2) mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Madame la Présidente du SMTU est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Madame la Commissaire déléguée de la République pour la province Sud, notifiée à la province Sud, aux communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta, et publiée.

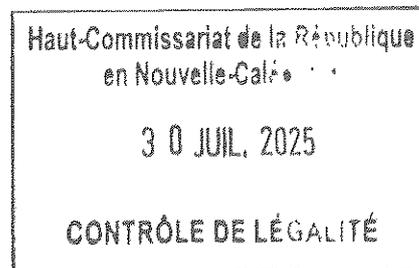
DÉLIBÈRE EN SÉANCE PUBLIQUE, le **29 JUIL. 2025**
POUR EXTRAIT CONFORME

La Présidente
Naïa WATEQU



La présidente certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de sa publication le **1 AOUT 2025**
et de sa transmission au représentant de l'Etat le **30 JUIL. 2025**

- Ampliations :
- Com. délégué Province Sud 1
 - Trésorier de la Province Sud 1
 - Province Sud 1
 - Commune de Nouméa 1
 - Commune du Mont-Dore 1
 - Commune de Païta 1
 - Commune de Dumbéa 1



Le Directeur adjoint pour
E. BILLARDO

